



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 septembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Quarante-deuxième session**  
9-27 septembre 2019  
Point 6 de l'ordre du jour  
**Examen périodique universel**

## **Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**

### **Bhoutan**

**Additif\***

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,  
engagements et réponses de l'État examiné**

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



1. Le Gouvernement du Royaume du Bhoutan (ci-après « le Gouvernement ») considère que l'Examen périodique universel revêt une grande importance pour la promotion et la protection des droits de l'homme partout dans le monde. Le Bhoutan est fermement déterminé à promouvoir le mécanisme d'examen périodique universel. La Constitution du Royaume du Bhoutan garantit tous les droits et libertés fondamentaux du peuple bhoutanais.

2. Pendant la trente-troisième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, tenue en mai 2019, 220 recommandations ont été formulées à l'intention du Bhoutan par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le Gouvernement bhoutanais a accepté 149 recommandations et décidé de poursuivre ultérieurement l'examen de 71 recommandations, qui ont fait l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de consultations avec l'ensemble des organismes gouvernementaux et des parties prenantes compétentes. Après avoir étudié avec soin les lois en vigueur, les intérêts nationaux, les ressources disponibles et l'état de préparation du pays, le Gouvernement a accepté 8 de ces 71 recommandations. Il a donc pris note de 63 recommandations. La position du Gouvernement bhoutanais au sujet des recommandations dont il a pris note est présentée ci-après.

| Numéro | Recommandation   | Position du Bhoutan  | Réponses  |
|--------|--|--|---|
| I.     | <b>158.1 à 158.34</b><br><i>Adhésion aux principaux traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme ou ratification de ces instruments.</i> | Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.1 à 158.34.   | Le Gouvernement considère que pour remplir véritablement ses obligations internationales, notamment celles qui découlent des traités internationaux, il doit d'abord mettre en place les institutions juridiques, politiques et sociales nécessaires. Par ailleurs, le Bhoutan ne dispose pas de ressources financières et techniques suffisantes pour honorer les nombreuses obligations résultant des traités et des conventions. Aussi, la question de l'adhésion aux traités relatifs aux droits de l'homme auxquels le Bhoutan n'est pas encore partie va être étudiée avec soin et examinée dans le cadre de consultations avec les parties prenantes nationales, en tenant compte des besoins, des priorités et des capacités du pays. Il importe au plus haut point que le Bhoutan soit préparé à assumer de nouvelles obligations internationales. Aussi, en 2016, le Gouvernement a adopté un règlement de procédure sur la conclusion de traités définissant la marche à suivre pour adhérer à des conventions internationales ou les ratifier. Le Bhoutan est résolu à adhérer progressivement aux instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie, ce processus étant subordonné aux ressources disponibles et au renforcement des capacités. Le Gouvernement annonce avec satisfaction que l'analyse de l'intérêt suscité au niveau national par la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées lui a été soumise pour examen et il espère que cette ratification sera envisagée dans les prochaines années. |
| II.    | <b>158.35 et 158.36</b><br><i>Adresser une invitation à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.</i>    | Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.35 et 158.36. | Le Gouvernement est fermement décidé à coopérer avec les mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU et continuera dans toute la mesure possible d'accueillir des visites de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Dans cet esprit, le Bhoutan a accueilli le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation du 24 mai au 4 juin 2014 et le Groupe de travail sur la détention arbitraire du 14 au 24 janvier 2019. Toutefois, il serait difficile au Bhoutan d'adresser une invitation  |

| Numéro | Recommandation   | Position du Bhoutan                                     | Réponses  |
|--------|--|---|---|
|        |  |   | à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme compte tenu de ses capacités, des priorités nationales, de ses ressources limitées et de la nécessité de préparer adéquatement de telles visites. Ces visites seront donc envisagées au cas par cas, de manière à garantir un dialogue constructif.  |
| III.   | <b>158.37</b><br>« Réviser le Code pénal, la loi sur la protection de l'enfance, la loi sur l'adoption et la loi sur la prévention de la violence familiale afin d'interdire toutes les formes de châtiments corporels dans tous les contextes » (Mexique)   | Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.37.     | Le Bhoutan prend note des recommandations visant à l'interdiction de toutes les formes de châtiments corporels dans tous les contextes au moyen d'une nouvelle loi ou d'une réforme législative. L'article 23 de la loi sur la protection de l'enfance (2011) dispose clairement que l'usage de la contrainte ou de la force ne doit jamais être un moyen de sanction. À l'occasion de la onzième conférence nationale sur l'éducation, en 2008, le Ministère de l'éducation a adopté une résolution interdisant les châtiments corporels. Le projet de politique nationale d'éducation de 2018 donne encore plus de poids à cette résolution en prévoyant l'adoption de méthodes dynamiques et positives de gestion du comportement des enfants dans les écoles. Ce projet prévoit également que l'usage de la contrainte ou de la force ne doit jamais être un moyen de sanction ni une mesure corrective, conformément aux dispositions de la loi sur la protection de l'enfance (2011). En juillet 2019, le Ministère a aussi mis en place un programme destiné à développer la pleine conscience et l'intelligence émotionnelle chez les enseignants afin qu'ils soient mieux à même de comprendre et d'aider les élèves dont ils ont la responsabilité dans le contexte scolaire. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement considère qu'il n'est pas nécessaire d'entreprendre des réformes législatives ni d'adopter une nouvelle législation. |
| IV.    | <b>158.38</b><br>« Dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants » (Belgique) (France)   | Le Bhoutan accepte les recommandations 158.38 à 158.44. | <b>Le Bhoutan accepte les recommandations 158.38 à 158.44</b> dans la perspective de la modification des articles 213 et 214 du Code pénal bhoutanais par l'Assemblée nationale.  |
|        | <b>158.39</b><br>Abroger dans les articles 213 et 214 du Code pénal la disposition sur la sodomie qui érige en infraction pénale les relations homosexuelles (Pays-Bas) ; abroger les articles 213 et 214 de son Code pénal qui interdisent les relations homosexuelles (Suisse) ; dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants en modifiant les articles |   |   |

| Numéro | Recommandation  | Position du Bhoutan | Réponses |
|--------|---|---------------------|----------|
|        | <p>213 et 214 du Code pénal (Canada) ; abroger l'article 213 du Code pénal (Chypre) ; dépenaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants en abrogeant ou en modifiant les articles 213 et 214 du Code pénal (Allemagne) ; dépenaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants en abrogeant ou en modifiant les articles 213 et 214 du Code pénal (Islande) ; dépenaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants en abrogeant ou en modifiant les articles 213 et 214 du Code pénal du Bhoutan (Irlande)</p> <p><b>158.40</b></p> <p>« Abroger la loi qui érige en infraction pénale les relations homosexuelles et consacrer le principe de la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles » (Espagne)</p> <p><b>158.41</b></p> <p>« Modifier le Code pénal de façon à dépenaliser les relations homosexuelles librement consenties, étape essentielle sur la voie de l'acceptation de la diversité sexuelle dans le pays » (Uruguay)</p> <p><b>158.42</b></p> <p>« Modifier les dispositions du Code pénal qui sont discriminatoires et érigent en infraction les relations entre personnes de même sexe » (Argentine)</p> |                     |          |

| Numéro | Recommandation   | Position du Bhoutan   | Réponses   |
|--------|--|---|--|
|        | <b>158.43</b><br>« Poursuivre la mise en œuvre des réformes législatives visant à dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants » (Australie)  |   |  |
|        | <b>158.44</b><br>« Abroger les dispositions pénales qui sanctionnent les relations homosexuelles entre adultes consentants et lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre » (Chili)           |   |  |
| V.     | <b>158.45</b><br>« Dépénaliser l'avortement et prendre des mesures pour que toutes les femmes aient accès à l'avortement légal et à des services postavortement de qualité » (Islande)   | Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.45.         | Conformément au Code pénal bhoutanais, l'avortement est légal si la grossesse a été provoquée par un viol ou une agression sexuelle incestueuse, si la femme enceinte ne jouit pas de toutes ses facultés mentales ou si l'avortement est nécessaire pour sauver la vie de l'intéressée. En cas de nécessité, les professionnels de la santé peuvent aussi se référer aux directives qui ont été élaborées à leur intention sur la gestion des complications liées à l'avortement. Toutefois, une légalisation totale de l'avortement n'est pas envisagée. |
| VI.    | <b>158.46</b><br>« Envisager la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris (Tunisie) ; envisager la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante » (Népal) | Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.46 à 158.49. | Le Bhoutan prend note de la recommandation 158.46. Le Gouvernement étudiera les différentes solutions qui pourraient être les plus adaptées au Bhoutan compte tenu de ses besoins et de son état de préparation.   |
|        | <b>158.47</b><br>« Prendre des mesures pour mettre en place une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris » (Ukraine)  |   |  |
|        | <b>158.48</b><br>« Créer une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme dotée d'un large  |   |  |

| Numéro | Recommandation  | Position du Bhoutan                                       | Réponses  |
|--------|---|---|---|
|        | mandat et conforme aux<br>Principes de Paris »<br>(Seychelles)  |   |   |
|        | <b>158.49</b>   |   |   |
|        | « Créer une institution<br>nationale des droits de<br>l'homme conforme aux<br>Principes de Paris »<br>(Australie) (Indonésie)   |   |   |
| VII.   | <b>158.50</b><br>« Reconduire les mesures<br>visant à mettre un terme à<br>la discrimination à l'égard<br>des enfants d'origine<br>ethnique népalaise, en<br>particulier en ce qui<br>concerne leur accès à<br>l'éducation et à la<br>nationalité » (Pérou)   | Le Bhoutan a pris note<br>de la recommandation<br>158.50. | Tous les citoyens bhoutanais, quelle que soit leur<br>origine ethnique, jouissent de l'égalité de droits et<br>d'accès aux services sociaux, conformément à la<br>Constitution. Aux termes du paragraphe 15 de l'article 9<br>et de l'article 16 de la Constitution, l'éducation est<br>gratuite jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement<br>secondaire et l'accès à l'enseignement supérieur est<br>basé sur le mérite. Il n'existe donc aucune<br>discrimination fondée sur l'appartenance ethnique dans<br>l'accès à l'éducation et à la nationalité.   |
| VIII.  | <b>158.51</b><br>« Modifier les lois contre<br>la discrimination pour y<br>inclure l'interdiction de la<br>discrimination fondée sur<br>l'orientation sexuelle,<br>l'identité et l'expression<br>de genre ou les<br>caractéristiques<br>sexuelles » (Islande)   | Le Bhoutan accepte<br>la recommandation<br>158.51.        |   |
| IX.    | <b>158.52</b><br>« Favoriser une meilleure<br>intégration des femmes,<br>des enfants, des personnes<br>handicapées et des<br>communautés autochtones<br>et autres groupes<br>marginalisés et leur<br>participation à<br>l'élaboration de stratégies<br>globales de gestion des<br>changements climatiques<br>et de leurs effets sur les<br>moyens de subsistance »<br>(Fidji) | Le Bhoutan a pris note<br>de la recommandation<br>158.52. | Le Gouvernement achève actuellement l'élaboration<br>d'une politique nationale sur les changements<br>climatiques qui définira les orientations des mesures<br>nationales ayant une incidence positive au niveau<br>mondial. Ce document de politique générale a été<br>élaboré en tenant compte des résultats des consultations<br>intensives menées au Bhoutan avec les parties<br>prenantes. Il définit donc une stratégie qui permettra de<br>veiller à ce que les mesures de lutte contre les<br>changements climatiques prennent en considération les<br>préoccupations des groupes vulnérables du pays. La<br>prise en compte de ces groupes dans le document de<br>politique générale précité répond aux recommandations<br>visées. |

| Numéro | Recommandation  | Position du Bhoutan  | Réponses   |
|--------|---|--|--|
| X.     | <p><b>158.53</b></p> <p><i>« Poursuivre la réforme législative visant à l'interdiction totale des châtiments corporels dans tous les contextes, en particulier à la maison et à l'école » (Algérie)</i></p> <p><b>158.54</b></p> <p><i>« Redoubler d'efforts pour garantir l'interdiction sans équivoque des châtiments corporels infligés aux enfants dans tous les contextes prévus par la loi, y compris à la maison et à l'école » (Croatie)</i></p> <p><b>158.55</b></p> <p><i>« Interdire les châtiments corporels infligés aux enfants dans tous les contextes, y compris à la maison et à l'école, et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire concrètement appliquer cette interdiction » (Islande)</i></p> <p><b>158.56</b></p> <p><i>« Adopter une loi interdisant expressément les châtiments corporels envers tous les enfants dans tous les contextes » (Autriche)</i></p> | <p>Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.53 à 158.56.</p> | <p>Voir la réponse du Bhoutan à la recommandation formulée au paragraphe 158.37.</p>   |
| XI.    | <p><b>158.57</b></p> <p><i>« Élaborer un nouveau plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains prévoyant notamment la ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée » (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)</i></p>   | <p>Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.57.</p>         | <p>Le Gouvernement élabore actuellement un plan national d'action contre la traite des personnes. Il applique un protocole d'action visant à prévenir les cas de traite par une approche multisectorielle. Le Gouvernement, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), renforce actuellement son aptitude à régler les problèmes liés à la traite des personnes au Bhoutan. Toutefois, il étudiera la possibilité de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en tenant compte des besoins du pays et de son état de préparation. Le Gouvernement prend donc note de la recommandation visée, qui sera examinée ultérieurement.</p> |

| Numéro | Recommandation   | Position du Bhoutan  | Réponses  |
|--------|--|--|---|
| XII.   | <p><b>158.58</b></p> <p>« Revoir le système d'enregistrement des organisations religieuses pour s'assurer que l'enregistrement n'est pas une condition préalable à l'exercice du droit à la liberté de religion ou de conviction » (Pays-Bas)</p> <p><b>158.59</b></p> <p>« Modifier la loi sur les organisations religieuses afin de protéger la libre pratique des cultes et la possibilité pour ces organisations d'obtenir un statut juridique » (États-Unis d'Amérique)</p> <p><b>158.60</b></p> <p>« Veiller au respect des droits des membres de communautés religieuses et assurer leur intégration en facilitant l'enregistrement des minorités religieuses » (Canada)</p> <p><b>158.61</b></p> <p>« Garantir la liberté de religion et de conviction et combattre activement la discrimination à l'égard des minorités religieuses » (Estonie)</p> | <p>Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.58 à 158.61.</p> | <p>Le Gouvernement entend s'employer sans réserve à protéger et promouvoir la liberté et les droits fondamentaux du peuple bhoutanais, qui sont consacrés par la Constitution. Le paragraphe 4 de l'article 7 de la Constitution protège le droit à la liberté de pensée et de religion. Il dispose que « nul ne sera obligé de devenir membre d'une autre confession par la contrainte ou l'incitation », reconnaissant ainsi que le droit à la liberté de pensée et de religion d'une personne implique l'exercice en toute égalité du même droit par autrui.</p> <p>En vertu de la Constitution, chacun bénéficie du droit à la liberté au même titre que les autres personnes et dans des conditions d'égalité, et nul n'a le droit d'empiéter sur la liberté d'autrui. L'État partie considère que la conversion religieuse doit être le fruit d'un cheminement intérieur et non d'une incitation extérieure. Aussi, le fait d'inciter une personne à adopter une autre croyance religieuse constitue une atteinte au droit de l'intéressé à la liberté de pensée et de religion, et une violation de ce droit.</p> <p>Dans son esprit, le paragraphe 4 de l'article 7 vise donc à protéger le droit pour toute personne de pratiquer la religion de son choix contre les incitations ou les comportements éventuels visant à l'en détourner, et n'a pas pour but de restreindre ses droits.</p> <p>L'enregistrement d'une organisation religieuse n'est pas une condition préalable à la pratique religieuse. Les groupes religieux sont libres de pratiquer, même lorsqu'ils ne se sont pas enregistrés auprès de la Chhoday Lhentshog (Commission chargée des organisations religieuses).</p> |
| XIII.  | <p><b>158.62</b></p> <p>« Renforcer les mesures de lutte contre l'abandon scolaire, en particulier chez les jeunes filles enceintes habitant des régions rurales ou qui sont membres de communautés victimes d'une discrimination fondée sur la langue, la caste, la race, la religion ou toute autre considération » (Pérou)</p>  | <p>Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.62.</p>         | <p>Le Gouvernement a pris des initiatives pour éviter la déscolarisation des filles, notamment la distribution gratuite de serviettes hygiéniques et la mise en place d'installations sanitaires. Des cours sur la santé sexuelle et procréative ont été intégrés aux programmes scolaires et des programmes de sensibilisation aux grossesses précoces, à la maladie mentale et à la toxicomanie sont menés dans les établissements secondaires. Dans la pratique, contrairement à ce qui est indiqué dans la recommandation visée, les filles ne subissent pas de discrimination fondée sur la langue, la caste, la race ou la religion. Cette recommandation n'a donc pas recueilli l'adhésion du Gouvernement.</p>  |



| Numéro | Recommandation   | Position du Bhoutan  | Réponses   |
|--------|--|--|--|
| XIV.   | <b>158.63</b><br>« Permettre aux femmes de transmettre la nationalité bhoutanaise à leurs enfants dans les mêmes conditions que les hommes » (France)  | Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.63.          | <p>Les dispositions de la Constitution bhoutanaise sur la nationalité sont très claires. Comme dans tous les pays, l'obtention de la nationalité est régie par des procédures et des critères clairement définis, indépendamment de l'appartenance ethnique, du genre ou de la religion. Ces critères sont appliqués tant dans la forme que sur le fond. Dans le cas des personnes qui ne sont pas bhoutanaises de naissance, l'acquisition de la nationalité est possible a) par déclaration de nationalité et b) par naturalisation.</p> <p>Depuis 2008, date d'entrée en vigueur de la Constitution, la nationalité bhoutanaise a été conférée à plus de 10 000 requérants de tous horizons, quels que soient leur origine ethnique et leur genre.</p>  |
| XV.    | <b>158.64</b><br>« Prendre toutes les mesures requises pour mettre fin au mariage des enfants et ériger cette pratique en infraction dans le Code pénal » (Belgique)   | Le Bhoutan a pris note de la recommandation 158.64.          | <p>Les dispositions du paragraphe 18 de l'article 9 de la Constitution protègent les enfants contre toutes les formes de discrimination et d'exploitation, notamment la traite, la prostitution, la maltraitance, les violences, les traitements dégradants et l'exploitation économique. Le Code pénal bhoutanais réprime le viol d'enfant. En outre, il est clairement indiqué dans la loi sur la protection de l'enfance que toute personne âgée de moins de 18 ans est un enfant. Le mariage des enfants est interdit et aucun certificat de mariage ne peut être délivré à une personne âgée de moins de 18 ans. Des mesures supplémentaires sont prises pour prévenir les mariages d'enfants, notamment l'application du programme pour la santé des adolescents élaboré par le Ministère de la santé, et l'organisation de cours sur la sexualité et la santé procréative chez les adolescents. La violence à l'égard des enfants a fait l'objet d'une étude, réalisée en trois étapes de 2013 à 2016, pour comprendre la situation et mesurer l'ampleur du phénomène de la violence physique, sexuelle et émotionnelle, recenser les facteurs qui la favorisent et évaluer l'accès aux services. En outre, le groupe de travail sur la révision de la législation nationale a recommandé la création d'une commission de réforme des lois ou d'un organe équivalent qui serait chargé de procéder à un examen régulier des lois dans le cadre d'une approche systémique.</p> |
| XVI.   | <b>158.65</b><br>« Veiller à ce que les enfants d'origine népalaise soient au fait des droits que leur reconnaît la loi et à ce que ces droits leur soient clairement expliqués, notamment à l'école et dans les documents officiels » (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) | Le Bhoutan a pris note des recommandations 158.65 et 158.66. | <b>Voir la réponse du Bhoutan à la recommandation formulée au paragraphe 158.50.</b>   |

| Numéro | Recommandation  | Position du Bhoutan   | Réponses  |
|--------|---|---|---|
| XVII.  | <b>158.66</b><br><i>« Recenser les pratiques discriminatoires à l'égard des enfants motivées par leur origine ethnique et y mettre fin, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services éducatifs et sanitaires » (Autriche)</i> |   | <b>Voir la réponse du Bhoutan à la recommandation formulée au paragraphe 158.50.</b>  |
| XVIII. | <b>158.67 à 158.71</b><br><i>Rapatriement des personnes qui vivent dans les camps et questions connexes.</i>  | Le Bhoutan a pris note des recommandations 158-67 à 158.71. | Le problème posé par la situation des personnes qui vivent dans les camps de l'est du Népal ne correspond pas à une situation de réfugiés classique ; il est d'une grande complexité et a son origine dans l'immigration illégale. Ayant conscience de la dimension humanitaire de ce problème, le Groupe restreint de pays, sous la direction des États-Unis d'Amérique, a lancé le processus de réinstallation. La réinstallation dans un pays tiers est le meilleur moyen de régler ce problème humanitaire qui perdure. Il convient donc de laisser ce processus se poursuivre afin qu'il trouve son aboutissement logique. Le Bhoutan reste en contact avec le Gouvernement népalais. En outre, il est régulièrement en contact avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). |